



PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

Préfecture
Service de la Coordination et du Soutien Interministériels
Pôle de l'environnement
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral n° E153 du 19 décembre 2019
portant enregistrement de l'exploitation d'un élevage porcin de
1080 animaux-équivalents porcs par l'EARL ROHAN DE
CHABOT, au lieu-dit Le Chiron d'Hétivault
sur la commune de VOULMENTIN

Le Préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le tableau constituant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, annexé à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU la déclaration présentée par l'EARL ROHAN DE CHABOT par laquelle celle-ci fait part de la reprise à son nom de l'élevage de porcs ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 30 mai 2018 au nom de l'EARL MAINARD, pour un effectif de 640 animaux équivalents (640 porcs à l'engraissement) et situé au lieu-dit Le Chiron d'Hétivault à Voulmentin ;

VU la demande d'enregistrement et l'ensemble des plans et documents présentés les 27 mai, 24 juillet et 4 novembre 2019 par l'EARL ROHAN DE CHABOT, relative à un projet de modification de l'élevage de porcs précité en vue d'atteindre un effectif de 1080 animaux-équivalents (360 truies en plein air) ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2019 portant ouverture de la consultation du public sur la demande d'enregistrement susvisée, du 23 septembre au 21 octobre 2019 inclus, en mairie de Voulmentin ;

VU l'absence d'observation formulée lors de la consultation du public ;

VU l'avis des conseils municipaux consultés ;

VU l'avis des services consultés ;

VU le rapport du 10 décembre 2019 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu et qu'aucun des enjeux liés au projet ne justifient d'instruire la demande selon la procédure prévue pour une demande d'autorisation ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRETE

TITRE 1. PORTEE, CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1. BENEFICIAIRE ET PORTEE

Article 1.1.1. EXPLOITANT, DUREE, PEREMPTION

Les installations de l'EARL ROHAN DE CHABOT, dont le siège social est situé au lieu-dit Rohan de Chabot à VOULMENTIN faisant l'objet de la demande susvisée sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur la commune de VOULMENTIN, au lieu-dit Le Chiron d'Hétivault. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Après projet les installations de l'EARL ROHAN DE CHABOT relèveront du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et les activités seront classées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature	Volume de l'activité	Rubrique concernée	Classement
Pores (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660	1080 animaux équivalents	2102-1	E
Matériaux combustibles - supérieur à 1000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	inférieure à 1000 m ³	1530-3	NC
Silos et installations de stockage en vrac céréales, grain dégageant des poussières inflammables ; Volume total de stockage supérieur à 5000 m ³ mais inférieur ou égal à 15000 m ³ ; Silos grain, cellule aliment	30 m ³	2160-2	NC

E (enregistrement), NC (non classé)

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les bâtiments d'élevage sont situés sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle
VOULMENTIN	Le Chiron d'Hétivault	OC	9

Les parcours seront localisés sur les parcelles suivantes :

Commune	Numéros de parcelles	Superficie totale dédiée aux parcours (hectares)
VOULMENTIN	1, 2, 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 21, 22, 23, 275, 300, 365, 366, 367, 368, 369, 371, 372	35,99

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.2.3. GESTION DES EFFLUENTS

Les effluents sont définis comme suit :

	Unités maîtrisables Kg/an			Unités fertilisantes totales Kg/an		
	N	P2O5	K2O	N	P2O5	K2O
Truies reproductrices et verrats	35	36	36	5184	5364	5400

La surface totale est de 35,99 ha dont 23,99 ha en parcours et 12 ha en culture.

L'exploitation ne dispose que de parcours plein-air dont un tiers de surfaces mises en cultures afin de permettre une rotation des parcours. Un même parcelle ne sera donc pas occupée plus de 24 mois en continu. Elles seront remises en état à chaque rotation par une pratique culturale (remise en prairie ou production de foin).

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 27 mai 2019 complétée les 24 juillet et 4 novembre 2019.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF (NOUVEAU SITE)

ARTICLE 1.4.4. MISE A L'ARRÊT DÉFINITIF

Lorsque l'installation cesse l'activité au lieu-dit Le Chiron d'Hétivault à VOULMENTIN, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues et réalisées.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves et fosses ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles de l'acte administratif antérieur. En conséquence les prescriptions de l'arrêté n° E90 du 30 mai 2018 au nom de l'EARL MAINARD pour un élevage de 640 animaux équivalents porcs (640 porcs à l'engraissement) sont abrogées.

ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS

(sans objet)

ARTICLE 1.5.4. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

(sans objet)

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

(sans objet)

CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

(sans objet)

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

ARTICLE 3.3. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac- BP 541- 86020 Poitiers Cedex), ou sur l'application internet Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans des délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code:

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
2. Par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision lui a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa de l'article R.514-3-1 peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de quatre mois pour les tiers et de deux mois pour le demandeur.

ARTICLE 3.4. PUBLICITE

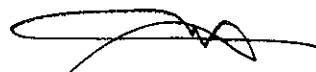
En vue de l'information des tiers:

1. une copie du présent arrêté est déposée en mairie de VOULMENTIN, commune d'implantation de l'élevage et peut y être consultée;
2. un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois: procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné et transmis à la préfecture;
3. une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal consulté;
4. l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3.5. EXECUTION

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de BRESSUIRE, le maire de VOULMENTIN, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'EARL ROHAN DE CHABOT.

Niort, le 19 décembre 2019
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale de la préfecture,



Anne BARETAUD

